



**Conseil économique  
et social**

Distr.  
LIMITÉE

E/CN.4/2003/L.11  
15 avril 2003

FRANÇAIS  
Original: ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME  
Cinquante-neuvième session  
Point 21 b) de l'ordre du jour

**RAPPORT DE LA COMMISSION AU CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL  
SUR LES TRAVAUX DE SA CINQUANTE-NEUVIÈME SESSION**

**Projet de rapport de la Commission**

**Rapporteur: M. Branko Socanac (Croatie)**

**TABLE DES MATIÈRES\***

<u>Chapitre</u>	<u>Page</u>
<b>II. Résolutions et décisions adoptées par la Commission à sa cinquante-neuvième session .....</b>	
A. <i>Résolutions</i>	
2003/1. Question du Sahara occidental .....	
2003/2. Utilisation de mercenaires comme moyen de violer les droits de l'homme et d'empêcher l'exercice du droit des peuples à l'autodétermination .....	

\* Le document E/CN.4/2003/L.10 et ses additifs contiennent les chapitres du rapport relatifs à l'organisation de la session et aux divers points de l'ordre du jour. Les résolutions et décisions adoptées par la Commission, ainsi que les projets de résolution et de décision appelant une décision du Conseil économique et social et les autres questions intéressant le Conseil, figurent dans le document E/CN.4/2003/L.11 et ses additifs.

TABLE DES MATIÈRES (*suite*)

<u>Chapitre</u>	<u>Page</u>
2003/3. Situation en Palestine occupée .....	
2003/4. La lutte contre la diffamation des religions .....	
B. <i>Décisions</i>	
2003/101. Renforcement des méthodes de travail de la Commission .....	
2003/102. Organisation des travaux.....	
2003/103. Organisation des travaux.....	

## **A. Résolutions**

### **2003/1. Question du Sahara occidental**

*La Commission des droits de l'homme,*

*Ayant examiné* de manière approfondie la question du Sahara occidental,

*Réaffirmant* le droit inaliénable de tous les peuples à l'autodétermination et à l'indépendance conformément aux principes énoncés dans la Charte des Nations Unies et dans la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale, en date du 14 décembre 1960, qui contient la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux,

*Prenant note* de la résolution 57/135 de l'Assemblée générale, en date du 11 décembre 2002,

*Rappelant* sa résolution 2002/4 du 12 avril 2002,

*Rappelant également* que le Royaume du Maroc et le Frente Popular para la Liberación de Saguía el-Hamra y de Río de Oro ont, le 30 août 1988, donné leur accord de principe aux propositions du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et du Président de la Conférence des chefs d'État et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine dans le cadre de leur mission conjointe de bons offices,

*Rappelant en outre* toutes les résolutions de l'Assemblée générale, du Conseil de sécurité et de la Commission des droits de l'homme relatives à la question du Sahara occidental,

*Rappelant* les résolutions 658 (1990) et 690 (1991) du Conseil de sécurité, en date des 27 juin 1990 et 29 avril 1991, par lesquelles le Conseil a approuvé un plan de règlement pour le Sahara occidental,

*Rappelant également* les résolutions du Conseil de sécurité 1359 (2001) du 29 juin 2001, ainsi que 1429 (2002) du 30 juillet 2002 dans laquelle le Conseil a souligné qu'il était indispensable de rechercher une solution politique au différend,

*Réaffirmant* la responsabilité de l'Organisation des Nations Unies à l'égard du peuple du Sahara occidental, conformément au plan de règlement,

*Notant avec satisfaction* l'entrée en vigueur du cessez-le-feu, conformément à la proposition du Secrétaire général, et soulignant l'importance qu'elle attache au maintien du cessez-le-feu en tant que partie intégrante du plan de règlement,

*Notant également avec satisfaction* les accords sur l'application du plan de règlement, que les deux parties ont conclus au cours de leurs pourparlers privés directs, et l'acceptation par les deux parties des modalités d'application détaillées de l'ensemble de mesures proposé par le Secrétaire général pour l'identification des électeurs et la procédure de recours, et soulignant l'importance qu'elle attache à l'application intégrale, équitable et scrupuleuse du plan de règlement et des accords relatifs à son application,

*Notant* qu'en dépit des progrès accomplis, des difficultés subsistent dans l'application du plan de règlement,

*Notant également* les divergences de vues fondamentales existant entre les parties quant à l'application des principales dispositions du plan de règlement,

*Soulignant* que l'absence de progrès dans le règlement du différend au sujet du Sahara occidental continue à entraîner des souffrances pour le peuple du Sahara occidental, demeure une source d'instabilité potentielle dans la région et fait obstacle au développement économique du Maghreb et que, cela étant, la recherche d'une solution politique est indispensable,

*Se félicitant* des efforts déployés par le Secrétaire général et son Envoyé personnel pour trouver au différend une solution politique qui soit mutuellement acceptable et qui assure l'autodétermination du peuple du Sahara occidental,

*Rappelant* que l'Assemblée générale a examiné le chapitre pertinent du rapport du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux,

*Rappelant également* que l'Assemblée générale a examiné le rapport du Secrétaire général (A/57/206),

1. *Prend acte* du rapport du Secrétaire général;
2. *Rend hommage* au Secrétaire général et à son Envoyé personnel pour leurs remarquables efforts, et aux deux parties pour l'esprit de coopération dont elles font montre en soutenant ces efforts;
3. *Prend note* des accords sur la mise en œuvre du plan de règlement que le Royaume du Maroc et le Frente Popular para la Liberación de Saguía el-Hamra y de Río de Oro ont conclus au cours des pourparlers privés directs qu'ils ont eus sous les auspices de M. James Baker III, Envoyé personnel du Secrétaire général, et prie instamment les deux parties d'appliquer ces accords pleinement et de bonne foi;
4. *Engage* les deux parties à appliquer scrupuleusement et loyalement l'ensemble de mesures proposé par le Secrétaire général pour l'identification des électeurs et la procédure de recours;
5. *Réaffirme* la responsabilité de l'Organisation des Nations Unies à l'égard du peuple du Sahara occidental, telle qu'elle est définie dans le plan de règlement;
6. *Réaffirme également* son appui aux efforts que le Secrétaire général continuera de déployer en vue de l'organisation et du contrôle par l'Organisation des Nations Unies, en coopération avec l'Union africaine, d'un référendum d'autodétermination du peuple du Sahara occidental, impartial et libre de toutes contraintes, conformément aux résolutions 658 (1990) et 690 (1991) du Conseil de sécurité, par lesquelles celui-ci a approuvé le plan de règlement;
7. *Note* les divergences de vues fondamentales existant entre les parties quant à l'application des principales dispositions du plan de règlement;
8. *Appuie* les efforts déployés par le Secrétaire général et son Envoyé personnel afin de parvenir à une solution politique du différend au sujet du Sahara occidental qui assure l'autodétermination du peuple du Sahara occidental;
9. *Demande instamment*, à ce titre, aux deux parties de continuer à coopérer avec le Secrétaire général et son Envoyé personnel afin de parvenir à une solution politique mutuellement acceptable au différend;

10. *Prend note* des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité, notamment les résolutions 1349 (2001) et 1359 (2001) du 27 avril 2001 et du 29 juin 2001, et de la résolution 1429 (2002) du 30 juillet 2002;

11. *Invite* les parties à coopérer avec le Comité international de la Croix-Rouge dans ses efforts visant à régler le problème du sort des personnes portées disparues, et les engage à honorer l'obligation qui leur incombe, en vertu du droit international humanitaire, de libérer sans plus tarder toutes les personnes qu'elles détiennent depuis le début du conflit;

12. *Note* que l'Assemblée générale a prié le Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux de continuer à suivre la situation au Sahara occidental, en gardant à l'esprit l'application du plan de règlement, et de présenter un rapport sur la question à l'Assemblée à sa cinquante-huitième session;

13. *Note également* que l'Assemblée générale a invité le Secrétaire général à lui présenter, à sa cinquante-huitième session, un rapport sur l'application de sa résolution 57/135 du 11 décembre 2002.

47<sup>e</sup> séance  
14 avril 2003

[Adoptée sans vote. Voir chap. V.]

**2003/2. Utilisation de mercenaires comme moyen de violer les droits de l'homme et d'empêcher l'exercice du droit des peuples à l'autodétermination**

*La Commission des droits de l'homme,*

*Prenant note* de la résolution 57/196 de l'Assemblée générale, en date du 18 décembre 2002, et rappelant sa propre résolution 2002/5 du 12 avril 2002,

*Rappelant* toutes les résolutions pertinentes dans lesquelles elle a, entre autres dispositions, condamné tout État qui permettrait ou tolérerait le recrutement, le financement, l'instruction, le rassemblement, le transit et l'utilisation de mercenaires en vue de renverser le gouvernement d'un État Membre de l'Organisation des Nations Unies, en particulier celui d'un pays

en développement, ou de combattre les mouvements de libération nationale, et rappelant en outre les résolutions et les instruments internationaux applicables adoptés par l'Assemblée générale, le Conseil de sécurité, le Conseil économique et social et l'Organisation de l'unité africaine, notamment la Convention de l'Organisation de l'unité africaine sur l'élimination du mercenariat en Afrique,

*Réaffirmant* les buts et principes consacrés dans la Charte des Nations Unies en ce qui concerne le strict respect des principes de l'égalité souveraine, de l'indépendance politique, de l'intégrité territoriale des États, de l'autodétermination des peuples, du non-recours à la menace ou à l'emploi de la force dans les relations internationales et de la non-ingérence dans les affaires relevant de la compétence interne des États,

*Réaffirmant également* que, en vertu du principe de l'autodétermination, tous les peuples ont le droit de déterminer en toute liberté leur statut politique et de poursuivre librement leur développement économique, social et culturel,

*Réaffirmant en outre* la Déclaration relative aux principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les États conformément à la Charte des Nations Unies,

*Alarmée et préoccupée* par le danger que les activités de mercenaires constituent pour la paix et la sécurité dans les pays en développement, particulièrement en Afrique et dans les petits États,

*Profondément préoccupée* par les pertes en vies humaines, les importants dégâts matériels et les répercussions négatives sur la vie politique et économique des pays touchés qui résultent des activités criminelles internationales des mercenaires,

*Convaincue* que, quelle que soit la manière dont on a recours à leurs services ou à leurs activités et quelle que soit l'apparence de légitimité qu'ils cherchent à se donner, les mercenaires sont une menace pour la paix, la sécurité et l'autodétermination des peuples et empêchent les peuples d'exercer leurs droits fondamentaux,

1. *Accueille avec satisfaction* le rapport du Rapporteur spécial sur la question de l'utilisation de mercenaires comme moyen d'empêcher l'exercice du droit des peuples de disposer d'eux-mêmes (E/CN.4/2003/16);
2. *Réaffirme* que l'utilisation, le recrutement, le financement et l'instruction de mercenaires sont des motifs de grave préoccupation pour tous les États et sont contraires aux buts et principes consacrés dans la Charte des Nations Unies;
3. *Considère* que les conflits armés, le terrorisme, le trafic d'armes et les opérations clandestines par une tierce puissance, notamment, encouragent la demande en mercenaires sur le marché mondial;
4. *Demande instamment* à tous les États de prendre les mesures nécessaires et de faire preuve d'une extrême vigilance face à la menace que constituent les activités de mercenaires, ainsi que d'adopter les mesures législatives requises pour faire en sorte que leur territoire et les autres territoires relevant de leur autorité, aussi bien que leurs nationaux, ne soient pas utilisés pour le recrutement, le rassemblement, le financement, l'instruction et le transit de mercenaires en vue d'activités visant à empêcher l'exercice du droit à l'autodétermination, à renverser le gouvernement d'un État, à porter atteinte, en totalité ou en partie, à l'intégrité territoriale ou à l'unité politique d'États souverains et indépendants qui se conduisent conformément au droit des peuples de disposer d'eux-mêmes ou à les démembrer;
5. *Demande* à tous les États de faire preuve de la plus grande vigilance pour empêcher toute forme de recrutement, d'instruction, d'engagement ou de financement de mercenaires par des sociétés privées qui offrent sur les marchés internationaux des services d'assistance et de sécurité militaires, et également d'interdire expressément à ces sociétés d'intervenir dans des conflits armés ou dans des opérations visant à déstabiliser des régimes constitutionnels;
6. *Note avec satisfaction* que la Convention internationale contre le recrutement, l'utilisation, le financement et l'instruction de mercenaires est entrée en vigueur;
7. *Demande* à tous les États qui ne l'ont pas encore fait d'envisager de prendre les dispositions voulues pour signer ou ratifier la Convention internationale;



8. *Se félicite* de la coopération des pays qui ont reçu la visite du Rapporteur spécial sur les mercenaires;
9. *Se félicite également* de l'adoption, par certains États, d'une législation nationale qui limite le recrutement, le rassemblement, le financement, l'instruction et le transit de mercenaires;
10. *Invite* les États à enquêter sur l'implication éventuelle de mercenaires chaque fois que des actes criminels relevant du terrorisme se produisent, où que ce soit;
11. *Note* que le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme a convoqué la deuxième réunion d'experts sur les formes traditionnelles et nouvelles de l'emploi de mercenaires comme moyen de violer les droits de l'homme et d'empêcher l'exercice du droit des peuples à l'autodétermination conformément à la résolution 56/232 de l'Assemblée générale, en date du 24 décembre 2001;
12. *Prie* le Haut-Commissariat de s'employer, à titre prioritaire, à faire largement connaître les effets néfastes des activités de mercenaires sur l'exercice du droit des peuples à l'autodétermination et, si besoin est, de fournir, sur leur demande, des services consultatifs aux États qui seraient victimes de ces activités;
13. *Prie* le Rapporteur spécial de continuer de prendre en considération, dans l'exercice de son mandat, le fait que les activités de mercenaires continuent d'être pratiquées dans de nombreuses régions du monde et ce, sous de nouvelles formes, manifestations et modalités;
14. *Demande instamment* à tous les États de coopérer sans réserve avec le Rapporteur spécial dans l'accomplissement de son mandat;
15. *Prie* le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme de prêter au Rapporteur spécial tout le soutien et le concours nécessaires pour l'accomplissement de son mandat, en favorisant notamment la coopération entre le Rapporteur spécial et les autres composantes du système des Nations Unies qui œuvrent à contrecarrer les activités ayant un lien avec les mercenaires;
16. *Prie également* le Rapporteur spécial de consulter les États et les organisations intergouvernementales et non gouvernementales au sujet de l'application de la présente

résolution, et de lui présenter, à sa soixantième session, avec des recommandations précises, ses constatations sur l'utilisation de mercenaires comme moyen de faire obstacle à l'exercice du droit à l'autodétermination;

17. *Décide* d'examiner, à sa soixantième session, la question de l'utilisation de mercenaires comme moyen de violer les droits de l'homme et d'empêcher l'exercice du droit des peuples à l'autodétermination, au titre du même point de l'ordre du jour.

*47<sup>e</sup> séance  
14 avril 2003*

[Adoptée par 37 voix contre 9, avec 7 abstentions, à l'issue d'un vote enregistré.  
Voir chap. V.]

### **2003/3. Situation en Palestine occupée**

*La Commission des droits de l'homme,*

*S'inspirant* des buts et principes de la Charte des Nations Unies, notamment des dispositions de ses articles 1 et 55 qui affirment le droit des peuples de disposer d'eux-mêmes, et réaffirmant la nécessité de respecter scrupuleusement le principe du non-recours, dans les relations internationales, à la menace ou à l'emploi de la force qui est consacré dans la Déclaration relative aux principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les États conformément à la Charte des Nations Unies, adoptée par l'Assemblée générale dans sa résolution 2625 (XXV) du 24 octobre 1970,

*S'inspirant également* des dispositions de l'article premier du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels et de l'article premier du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, qui affirment le droit de tous les peuples de disposer d'eux-mêmes,

*S'inspirant en outre* des dispositions de la Déclaration et du Programme d'action de Vienne adoptés en juin 1993 par la Conférence mondiale sur les droits de l'homme (A/CONF.157/23), et notamment des paragraphes 2 et 3 de la section I, consacrés au droit de tous les peuples, en particulier les peuples assujettis à l'occupation étrangère, de disposer d'eux-mêmes,

*Rappelant* les résolutions 181 A et B (II) et 194 (III) de l'Assemblée générale, en date des 29 novembre 1947 et 11 décembre 1948, ainsi que toutes les autres résolutions qui confirment et définissent les droits inaliénables du peuple palestinien, en particulier son droit de disposer de lui-même,

*Rappelant également* les résolutions du Conseil de sécurité 242 (1967) du 22 novembre 1967, 338 (1973) du 22 octobre 1973, 1397 (2002) du 12 mars 2002 et 1402 (2002) du 30 mars 2002,

*Rappelant en outre* ses résolutions antérieures à ce sujet, dont la plus récente est la résolution 2002/3 du 12 avril 2002,

*Réaffirmant* le droit du peuple palestinien de disposer de lui-même conformément aux dispositions de la Charte des Nations Unies, aux résolutions et déclarations pertinentes de l'Organisation des Nations Unies et aux dispositions des pactes et instruments internationaux relatifs au droit à l'autodétermination, en tant que principe international et droit de tous les peuples du monde et en tant que norme impérative de droit international et condition essentielle pour aboutir à une paix juste, durable et globale dans la région du Moyen-Orient,

1. *Réaffirme* le droit inaliénable, permanent et absolu du peuple palestinien de disposer de lui-même, y compris son droit d'établir son État palestinien souverain et indépendant, et souhaite que ce droit soit réalisé au plus vite;

2. *Prie* le Secrétaire général de transmettre le texte de la présente résolution au Gouvernement israélien et à tous les autres gouvernements, de le faire diffuser le plus largement possible, ainsi que de fournir à la Commission, avant sa soixantième session, toute information concernant l'application de la présente résolution par le Gouvernement israélien;

3. *Décide* d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa soixantième session le point intitulé «Le droit des peuples de disposer d'eux-mêmes et son application aux peuples assujettis à une domination coloniale ou étrangère, ou à l'occupation étrangère» et d'examiner, à ce titre, la situation en Palestine occupée, en tant que question hautement prioritaire.

*47<sup>e</sup> séance  
14 avril 2003*

[Adoptée par 51 voix contre une, avec une abstention, à l'issue d'un vote enregistré.  
Voir chap. V.]

**2003/4. La lutte contre la diffamation des religions**

*La Commission des droits de l'homme,*

*Rappelant* que tous les États se sont engagés, en vertu de la Charte des Nations Unies, à promouvoir et à encourager le respect universel et effectif des droits de l'homme et des libertés fondamentales sans distinction de race, de sexe, de langue ou de religion,

*Rappelant également* ses résolutions 1999/82 du 30 avril 1999, 2000/84 du 26 avril 2000, 2001/4 du 18 avril 2001 et 2002/9 du 15 avril 2002,

*Réaffirmant* que la discrimination à l'égard des êtres humains fondée sur la religion ou la conviction constitue une atteinte à la dignité humaine et un désaveu des principes de la Charte des Nations Unies,

*Convaincue* que, dans un monde qui s'uniformise, la diversité religieuse et culturelle doit être considérée comme porteuse d'un élément de créativité et de dynamisme et non servir de justification à une nouvelle confrontation idéologique et politique,

*Rappelant* la Déclaration du Millénaire, adoptée le 8 septembre 2000 par l'Assemblée générale, se félicitant de la volonté exprimée dans la Déclaration de prendre des mesures pour faire cesser les actes de racisme et de xénophobie qui se multiplient dans de nombreuses sociétés et pour promouvoir une plus grande harmonie et une plus grande tolérance dans toutes les sociétés, et espérant sa mise en œuvre effective à tous les niveaux, y compris dans le contexte de la Déclaration et du Programme d'action de Durban, adoptés en septembre 2001 par la Conférence mondiale contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée (A/CONF.189/12),

*Se félicitant* de la proclamation par l'Assemblée générale, dans sa résolution 56/6 du 9 novembre 2001, du Programme mondial pour le dialogue entre les civilisations, et invitant les États, les organisations et organes du système des Nations Unies, dans la limite des ressources disponibles, les autres organisations internationales et régionales et la société civile à contribuer à la mise en œuvre du Programme d'action énoncé dans cette résolution,

*Se félicitant également* des progrès accomplis dans le suivi de la Déclaration et du Programme d'action de Durban adoptés par la Conférence mondiale contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée,

*Exprimant sa profonde reconnaissance* au Gouvernement turc, qui a accueilli la réunion mixte de l'Organisation de la Conférence islamique et de l'Union européenne sur le thème intitulé «Civilisation et harmonie: dimension politique», à Istanbul les 12 et 13 février 2002, et se félicitant des résultats de cette réunion,

*Alarmée* par les conséquences négatives que les événements du 11 septembre 2001 continuent d'avoir pour les minorités et les communautés musulmanes dans certains pays non musulmans et par l'image négative que les organes d'information donnent de l'islam, ainsi que par l'introduction et la mise en application de lois qui établissent expressément une discrimination à l'encontre des musulmans et les prennent pour cibles,

*Consciente* de la nécessité de promouvoir la tolérance, la compréhension entre les différentes cultures et l'appréciation réciproque des valeurs culturelles et religieuses pour la paix mondiale, la justice sociale et l'amitié entre les peuples,

*Consciente* des précieuses contributions apportées par toutes les religions à la civilisation moderne du fait que le dialogue entre les civilisations peut contribuer très utilement à faire mieux connaître et mieux comprendre les valeurs partagées par l'humanité tout entière,

*Notant avec inquiétude* que la diffamation des religions constitue l'une des causes de la discorde sociale et qu'elle entraîne des violations des droits fondamentaux de leurs fidèles,

*Estimant* que la diffamation des religions et des cultures est incompatible avec les objectifs d'une mondialisation authentique et avec la promotion et le maintien de la paix et de la sécurité internationales,

*Alarmée* par les graves manifestations d'intolérance, de discrimination et de violence fondées sur la religion ou la conviction, ainsi que les actes d'intimidation et de coercition motivés par l'extrémisme, religieux ou autre, qui se produisent dans de nombreuses régions du monde et menacent l'exercice des droits de l'homme et des libertés fondamentales,

*Insistant* sur la nécessité de reconnaître et d'apprécier la diversité religieuse et culturelle et les différences de perception et de valeurs,

*Soulignant* qu'il importe de créer des conditions propres à favoriser une harmonie et une tolérance plus grandes dans les différentes sociétés et entre celles-ci et consciente de l'importance de l'éducation pour assurer la tolérance et le respect pour la religion et les convictions,

*Soulignant* que les États, les organisations non gouvernementales, les organismes religieux et les organes d'information ont un rôle important à jouer dans la promotion de la tolérance et la protection de la liberté de religion et de conviction,

1. *Se félicite* du rapport du Rapporteur spécial sur les formes contemporaines de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie et de l'intolérance qui y est associée (E/CN.4/2003/23);

2. *Se déclare profondément préoccupée* par les images stéréotypées négatives des religions et par les manifestations d'intolérance et de discrimination en matière de religion ou de conviction encore en évidence dans certaines régions du monde;

3. *Se déclare profondément préoccupée aussi* par le fait que l'islam est souvent et faussement associé aux violations des droits de l'homme et au terrorisme;

4. *Note avec une vive inquiétude* que la campagne de diffamation des religions s'intensifie depuis les événements tragiques du 11 septembre 2001, de même que la désignation des minorités musulmanes selon des caractéristiques ethniques et religieuses;

5. *Déplore* l'utilisation de la presse écrite, des médias audiovisuels ou électroniques, y compris l'Internet, et de tout autre moyen dans le but d'inciter à des actes de violence, à la xénophobie ou à l'intolérance qui y est associée et à la discrimination à l'égard de l'islam ou de toute autre religion;

6. *Se déclare profondément préoccupée* par les programmes et orientations d'organisations et de groupes extrémistes visant à diffamer les religions, en particulier quand des gouvernements leur apportent un soutien;

7. *Engage* tous les États à prendre, dans le cadre de leur système juridique interne et en conformité avec les instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme, toutes les mesures appropriées pour combattre la haine, la discrimination, l'intolérance et les actes de violence, d'intimidation et de coercition motivés par l'intolérance religieuse, y compris les attentats contre les lieux de culte, et pour encourager la compréhension, la tolérance et le respect pour tout ce qui a trait à la liberté de religion ou de conviction;

8. *Engage aussi* les États à veiller à ce que tous les agents de l'État – agents de la force publique, militaires, fonctionnaires et enseignants – respectent les différentes religions et convictions et ne fassent pas preuve de discrimination pour des raisons de religion ou de conviction dans l'exercice de leurs fonctions officielles, et à faire en sorte qu'ils reçoivent l'éducation ou la formation nécessaire et appropriée;

9. *Déplore vivement* les violences et voies de fait dont des commerces et entreprises, des centres culturels et des lieux de culte de toutes religions sont la cible;

10. *Encourage* les États, dans le cadre de leur propre système constitutionnel, à offrir une protection adéquate contre toutes les violations des droits de l'homme résultant de la diffamation des religions et à prendre toutes les mesures possibles pour promouvoir la tolérance et le respect de toutes les religions et de leurs systèmes de valeurs;

11. *Réaffirme* la nécessité d'accroître la connaissance des civilisations et des cultures grâce à la communication et à la coopération en vue de la promotion des valeurs universelles communes, telles que celles qui sont consacrées dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et d'autres instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme;

12. *Demande* à la communauté internationale d'engager un dialogue mondial en vue de promouvoir une culture de tolérance fondée sur le respect de tous les droits fondamentaux et le respect de la diversité religieuse, et prie instamment les États, les organisations non gouvernementales, les organismes religieux, la presse et les médias électroniques de soutenir et de promouvoir ce dialogue;

13. *Prie* le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme de travailler à inclure les aspects relatifs aux droits de l'homme dans le dialogue entre les civilisations, notamment:

a) En intégrant cet élément dans les séminaires thématiques et les débats spécialisés consacrés à la contribution positive des cultures, ainsi qu'à la diversité religieuse et culturelle;

b) En assurant la collaboration du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme avec d'autres organisations internationales en vue de l'organisation de conférences communes visant à encourager ce dialogue et à promouvoir la compréhension de l'universalité des droits de l'homme et leur mise en œuvre à divers niveaux;

14. *Charge* le Rapporteur spécial sur les formes contemporaines de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie et de l'intolérance qui y est associée d'étudier la situation des populations musulmanes et arabes dans diverses régions du monde, en accordant une attention particulière aux violences et voies de fait dont leurs lieux de culte, leurs centres culturels, leurs commerces et entreprises et leurs biens sont la cible à la suite des événements du 11 septembre 2001, ainsi que de présenter à la Commission un rapport intérimaire – avec ses constatations – qu'elle examinera à sa prochaine session;

15. *Demande* au Haut-Commissaire de lui faire rapport à sa soixantième session sur l'application de la présente résolution;

16. *Décide* d'examiner cette question à sa soixantième session, au titre du même point de l'ordre du jour.

*47<sup>e</sup> séance  
14 avril 2003*

[Adoptée par 32 voix contre 14, avec 7 abstentions, à l'issue d'un vote enregistré.  
Voir chap. VI.]



## **B. Décisions**

### **2003/101. Renforcement des méthodes de travail de la Commission**

À sa 2<sup>e</sup> séance, le 17 mars 2003, la Commission des droits de l'homme, prenant note des recommandations que le Bureau élargi de la cinquante-huitième session avait adressées au Bureau élargi de la cinquante-neuvième session en application de la décision 2002/115 et de la résolution 2002/91 de la Commission (E/CN.4/2003/118 et Corr.1), a décidé d'approuver ces recommandations et d'en tenir compte dans l'organisation de ses travaux et la conduite de ses débats.

[Voir chap. III.]

### **2003/102. Organisation des travaux**

À sa 2<sup>e</sup> séance, le 17 mars 2003, la Commission des droits de l'homme a décidé, sans procéder à un vote, d'inviter les personnes suivantes à participer à ses séances:

- a) Pour le point 5: M. E. Bernales Ballesteros, Rapporteur spécial sur la question de l'utilisation de mercenaires comme moyen d'empêcher l'exercice du droit des peuples de disposer d'eux-mêmes;
- b) Pour le point 6: M. D. Diène, Rapporteur spécial sur les formes contemporaines de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie et de l'intolérance qui y est associée;
- c) Pour le point 6: M. P. L. Kasanda, Président-Rapporteur du Groupe de travail d'experts sur les personnes d'ascendance africaine;
- d) Pour le point 6: M. J. E. Vega, Président-Rapporteur du Groupe de travail intergouvernemental sur l'application effective de la Déclaration et du Programme d'action de Durban;
- e) Pour le point 7: M. A. Sengupta, expert indépendant sur le droit au développement;
- f) Pour le point 7: M. B. M. Bowa, Président-Rapporteur du Groupe de travail sur le droit au développement;

- g)* Pour le point 8: M. J. Dugard, Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme dans les territoires palestiniens occupés depuis 1967;
- h)* Pour le point 9: M. K. Hossain, Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme en Afghanistan;
- i)* Pour le point 9: M. J. Cutileiro, Représentant spécial de la Commission chargé d'examiner la situation des droits de l'homme en Bosnie-Herzégovine et en Serbie-et-Monténégro;
- j)* Pour le point 9: M<sup>me</sup> M.-T. Kéita-Bocoum, Rapporteuse spéciale sur la situation des droits de l'homme au Burundi;
- k)* Pour le point 9: M<sup>me</sup> C. Chanet, Représentante personnelle du Haut-Commissaire chargée d'examiner la situation des droits de l'homme à Cuba;
- l)* Pour le point 9: M<sup>me</sup> I. A. Motoc, Rapporteuse spéciale sur la situation des droits de l'homme en République démocratique du Congo;
- m)* Pour le point 9: M. A. Mavrommatis, Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme en Iraq;
- n)* Pour le point 9: M. P. S. Pinheiro, Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme au Myanmar;
- o)* Pour le point 9: M. G. Baum, Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme au Soudan;
- p)* Pour l'alinéa *b* du point 9: M<sup>me</sup> C. Abaka, experte indépendante sur le Libéria (procédure 1503);
- q)* Pour l'alinéa *b* du point 9: M. F. Yimer, Président-Rapporteur du Groupe de travail des communications de la Sous-Commission de la promotion et de la protection des droits de l'homme; les représentants des États dont la situation fait l'objet d'un examen au titre de l'alinéa *b* du point 9;

- r)* Pour le point 10: M. B. A. Nyamwaya Mudho, expert indépendant sur les effets des politiques d'ajustement structurel et de la dette extérieure sur la jouissance effective de tous les droits de l'homme, en particulier des droits économiques, sociaux et culturels;
- s)* Pour le point 10: M. J. Ziegler, Rapporteur spécial sur le droit à l'alimentation;
- t)* Pour le point 10: M<sup>me</sup> F. Z. Ouhachi-Vesely, Rapporteuse spéciale sur les conséquences néfastes des mouvements et déversements illicites de produits et déchets toxiques et nocifs pour la jouissance des droits de l'homme;
- u)* Pour le point 10: M. M. Kothari, Rapporteur spécial sur le logement convenable en tant qu'élément du droit à un niveau de vie suffisant, ainsi que sur le droit à la non-discrimination;
- v)* Pour le point 10: M<sup>me</sup> A.-M. Lizin, experte indépendante sur la question des droits de l'homme et de l'extrême pauvreté;
- w)* Pour le point 10: M<sup>me</sup> K. Tomasevski, Rapporteuse spéciale sur le droit à l'éducation;
- x)* Pour le point 10: M. P. Hunt, Rapporteur spécial sur le meilleur état de santé physique et mentale susceptible d'être atteint;
- y)* Pour le point 10: M. H. Kotrane, expert indépendant chargé d'examiner la question d'un projet de protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels;
- z)* Pour l'alinéa *a* du point 11: M. T. van Boven, Rapporteur spécial sur la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants;
- aa)* Pour l'alinéa *a* du point 11: M. L. Joinet, Président du Groupe de travail sur la détention arbitraire;
- bb)* Pour l'alinéa *a* du point 11: M. J. Walkate, Président du Conseil d'administration du Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour les victimes de la torture;

*cc)* Pour l'alinéa *b* du point 11: M<sup>me</sup> A. Jahangir, Rapporteuse spéciale sur les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires;

*dd)* Pour l'alinéa *b* du point 11: M. D. García-Sayán, Président du Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires;

*ee)* Pour l'alinéa *b* du point 11: M. B. Kessedjian, Président-Rapporteur du Groupe de travail chargé d'élaborer un projet d'instrument normatif juridiquement contraignant pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées;

*ff)* Pour l'alinéa *c* du point 11: M. A. Ligabo, Rapporteur spécial sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression;

*gg)* Pour l'alinéa *d* du point 11: M. P. Kumaraswamy, Rapporteur spécial sur l'indépendance des juges et des avocats;

*hh)* Pour l'alinéa *e* du point 11: M. A. Amor, Rapporteur spécial sur la liberté de religion ou de conviction;

*ii)* Pour le point 12: M. O. Jerandi, Président de la Commission de la condition de la femme;

*jj)* Pour l'alinéa *a* du point 12: M<sup>me</sup> R. Coomaraswamy, Rapporteuse spéciale sur la violence contre les femmes, ses causes et ses conséquences;

*kk)* Pour le point 13: M. J. M. Petit, Rapporteur spécial sur la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie impliquant des enfants;

*ll)* Pour le point 13: M. O. A. Otunnu, Représentant spécial du Secrétaire général pour la protection des enfants en période de conflit armé;

*mm)* Pour l'alinéa *a* du point 14: M<sup>me</sup> G. Rodríguez Pizarro, Rapporteuse spéciale sur les droits de l'homme des migrants;

*nn)* Pour l'alinéa *c* du point 14: M. F. M. Deng, Représentant du Secrétaire général, chargé de la question des personnes déplacées dans leur propre pays;

*oo)* Pour l'alinéa *d* du point 14: Swami Agnivesh, Président du Conseil d'administration du Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour la lutte contre les formes contemporaines d'esclavage;

*pp)* Pour le point 15: M. L. E. Chávez, Président-Rapporteur du Groupe de travail chargé d'élaborer un projet de déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones;

*qq)* Pour le point 15: M. R. Stavenhagen, Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme et des libertés fondamentales des populations autochtones;

*rr)* Pour le point 15: M<sup>me</sup> V. Tauli-Corpuz, Présidente du Conseil d'administration du Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour les populations autochtones et membre du Groupe consultatif du Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour la Décennie internationale des populations autochtones;

*ss)* Pour le point 16: M. P. S. Pinheiro, Président de la Sous-Commission de la promotion et de la protection des droits de l'homme à sa cinquante-quatrième session;

*tt)* Pour le point 17: M. M. Alfonso Martínez, Rapporteur spécial de la Sous-Commission sur la question des droits et responsabilités de l'homme;

*uu)* Pour l'alinéa *b* du point 17: M<sup>me</sup> H. Jilani, Représentante spéciale du Secrétaire général pour la question des défenseurs des droits de l'homme;

*vv)* Pour le point 19: M. L. Joinet, expert indépendant chargé d'examiner la situation des droits de l'homme en Haïti;

*ww)* Pour le point 19: M. P. Leuprecht, Représentant spécial du Secrétaire général pour les droits de l'homme au Cambodge;

*xx)* Pour le point 19: M. G. Alnajjar, expert indépendant chargé d'examiner la situation des droits de l'homme en Somalie;

yy) Pour le point 19: M. T. Hammarberg, Président du Conseil d'administration du Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour la coopération technique dans le domaine des droits de l'homme.

[Voir chap. III.]

### **2003/103. Organisation des travaux**

À sa 12<sup>e</sup> séance, le 24 mars 2003, la Commission des droits de l'homme a décidé, sans procéder à un vote, de modifier l'ordre du jour qu'elle avait adopté et de déplacer le point 21 intitulé «Application intégrale et suivi de la Déclaration et du Programme d'action de Durban» pour en faire l'alinéa *a* du point 6 intitulé «Le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et toutes les formes de discrimination».

[Voir chap. III.]

-----